



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551 – POLYGONE – bâtiment GH – 57036 Metz  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 17 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – Atelier RW**

Usine de Carling  
BP 90290  
57 500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_RW\_2024-12-12\_RAPVI\_MED\_MFM\_00742  
Code AIOT : 0006201749

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2024 dans l'atelier RW de l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté à l'établissement de Carling BP 90 290 – 57 500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE
- Usine de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au sein du secteur Résines Logistique Utilités (RLU) un atelier de production de résines W à partir de monomères non produits sur le site et commercialisés sous forme de pastilles claires (atelier RW).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface (granulés de plastiques industriels)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement, article R.515-71 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date du rapport de visite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement, article D.541-361	Sans objet
2	Procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques dans l'environnement	Code de l'environnement, article D.541-362 (partiel)	Sans objet
4	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques 2023	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015 modifié, article 4.2.2 (partiel)	Sans objet
5	Bilans 2022 et 2023 du schéma de maîtrise des émissions de COV (SME COV)	Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 8.2 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis le dossier de réexamen IED dans les délais réglementaires et que le document n'a pas été transmis à l'administration à la date de rédaction du présent rapport (point de contrôle n°3), l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2024, article D.541-361
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Nota : Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate sur la base des documents présentés et par sondage sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la présence d'une liste des équipements concernés par la réglementation des granulés de plastiques industriels (GPI) ainsi qu'un plan localisant les zones sensibles ;</li> <li>la mise en place de grilles et paniers, adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents, sur les plaques et regards connectés au réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux résiduares de l'atelier RW ;</li> <li>la mise en place d'une routine de nettoyage des grilles et paniers par la mise à jour du mode opératoire TPF.RES.GENE.30 du 15 janvier 2023 ;</li> <li>la mise en place d'un filtre nommé F1805, situé en amont du séparateur à hydrocarbures (SH 1800) et du rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux résiduares de l'atelier RW avant envoi des eaux vers le traitement par défluoration, la fosse STE puis la</li> </ul>

<p>station biologique exploitée par Arkema. L'exutoire final des rejets de l'atelier RW est la station de traitement final (STF) exploitée par Arkema.</p> <p>Les éléments transmis à l'inspection des installations classées par courriel de l'exploitant du 29 novembre 2024, concernant le dimensionnement du filtre F1805, n'appellent pas d'observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques dans l'environnement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-362 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; [...]</li> <li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; [...]</li> <li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li> <li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; [...] »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate, par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la présence d'une liste des équipements susceptibles d'émettre des granulés ;</li> <li>la présence d'un plan identifiant les zones où des granulés sont susceptibles d'être rejetés ;</li> <li>la mise en place d'affichages, dans les zones identifiées sur le plan susmentionné, concernant les mesures de prévention à mettre en œuvre concernant les granulés de plastiques industriels ;</li> <li>la mise à disposition d'outillages, dans les zones identifiées sur le plan susmentionné, pour ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'atelier RW.</li> </ul> <p>Sans observation sur la base des constats réalisés lors de la visite du 13 novembre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Dossier de réexamen IED**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-71 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article R.515-71 (partiel) du Code de l'environnement</u></p> <p>« I. En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. [...] »</p> <p><u>Article 3 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2021-246 du 15 décembre 2021 modifié</u></p> <p>« Pour l'ensemble de l'établissement dont les installations sont visées par l'article R.515-58 du Code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par arrêtés préfectoraux propres à chaque atelier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la rubrique principale est la rubrique 3410.h relative à la fabrication de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) ;</li> <li>les conclusions sur les meilleures techniques disponibles en relation avec cette rubrique principale sont celles relatives à la fabrication de produits chimiques organiques (BREF</li> </ul>

<p>POL). [...] »</p> <p><u>Article 6bis (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u>  « Dispositions complémentaires pour les installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.  I.-La publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/ gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC) déclenche la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 I du Code de l'environnement pour les établissements mentionnés à l'article R. 515-58 du même code dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF principal sont celles pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les produits de chimie organique fine (OFC) ;</li> <li>• la chimie inorganique de spécialité (SIC) ;</li> <li>• la fabrication de polymère (POL). [...] »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  La société TEPF est notamment autorisée au titre des rubriques 3410-h relative à la fabrication de produits chimiques organiques, tels que les matières plastiques.  Le BREF POL a été acté comme BREF principal dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2014 modifié.  L'article 6bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, précise que les établissements relevant du BREF POL, doivent respecter le BREF WGC. En application de l'article R.515-71 du Code de l'environnement et de l'article 6bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF WGC (systèmes de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur de la chimie) ayant été publiées le 12 décembre 2022 au Journal Officiel de l'Union Européenne, un dossier de réexamen était attendu au plus tard le 12 décembre 2023.</p> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2024, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que le réexamen IED n'a pas été transmis par l'exploitant et ce malgré le délai complémentaire accordé par courriel de l'inspection des installations classées du 8 décembre 2023 jusqu'en avril 2024 ;</li> <li>• que le dossier est en cours de finalisation sur la base des documents présentés lors de la visite.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Considérant les éléments susmentionnés, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre son dossier de réexamen IED, pour l'ensemble des ateliers concernés, conformément à l'article R.515-71 du Code de l'environnement susmentionné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques 2023

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2015 modifié, article 4.2.2 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  « Valeurs limites de rejets de l'atelier  Poussières : concentration : 100 mg/m<sup>3</sup> / flux : 1 kg/h  Hydrocarbures flux : 2 kg/h  Benzène flux : 25 g/h  Une fois par an, l'exploitant procède à des mesures des pertes d'hydrocarbures émises à l'atmosphère.  De même, il effectue une fois par an, une mesure des poussières rejetées par la section pastillage.  Les résultats de ces mesures sont communiqués à l'inspection des installations classées. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b>  Les rapports de contrôle annuel des rejets atmosphériques réalisés par SOCOTEC en 2023 et transmis à l'inspection des installations classées lors de la visite du 13 novembre 2024 mettent en</p>

<p>évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le respect de la valeur limite d'émission en flux du paramètre hydrocarbures (COVT) pour le point de rejet colonne de lavage ;</li> <li>le respect de la valeur limite d'émission en flux en ce qui concerne le paramètre benzène pour le point de rejet colonne de lavage ;</li> <li>le respect des valeurs limites d'émissions en concentration et en flux en ce qui concerne le paramètre « poussières » pour le point de rejet section pastillage.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 13 novembre 2024, l'exploitant déclare que la campagne de mesure 2024 a débuté et s'achèvera d'ici fin 2024. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Bilans 2022 et 2023 du schéma de maîtrise des émissions de COV (SME COV)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 8.2 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Un bilan quantitatif des émissions de COV émis à l'atmosphère est établi annuellement et transmis avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année à l'inspection des installations classées. Outre l'aspect quantitatif, ce bilan précise également les principales sources d'émission et ses modalités de réalisation.</p> <p>Ce bilan précisera en autres les émissions annuelles de référence et cible.</p> <p>L'émission annuelle de référence (EAR) est fixée à 2 266,34 tonnes de COV, ce flux étant fixé sur la base du périmètre des installations de l'établissement en 2005. L'émission annuelle cible (EAC) est fixée à 1 059,58 tonnes de COV (les installations de l'établissement étant dans la configuration de 2009) dont au maximum 33,60 tonnes de COV correspondant à des substances et préparations cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de catégorie 1 ou 2.</p> <p>À la remise de chaque bilan annuel, une réévaluation des EAR et EAC pourra éventuellement être établie en fonction des évolutions des installations [...] mais aussi en fonction des éventuels objectifs de réduction fixés ultérieurement. »</p> <p><u>Extrait du schéma de maîtrise des émissions de COVNM - version 3 du 1 octobre 2019 :</u></p> <p>« [...] Résine W :</p> <p>Canalisés (chaudière, colonnes de lavage + pastillage) = 4,86 t/an</p> <p>Diffus fugitifs (procédé et stockages) = 0,56 t/an [...]</p> <p>[...]</p> <p>Total pour installation cible (EAC) = 362 t/an (canalisés + diffus) [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que le bilan SME 2023 ne lui a pas été transmis au 1<sup>er</sup> avril 2024 mais lors de la visite du 13 novembre 2024.</p> <p>Les bilans SME 2022 et 2023 ainsi que les rapports de contrôle annuel de suivi des émissions atmosphériques 2022-2023 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le respect du flux annuel cible des émissions canalisées de COVnm pour l'atelier RW en 2022 ;</li> <li>le dépassement du flux annuel cible des émissions canalisées de COVnm pour l'atelier RW en 2023 (6,755 t/an) ;</li> <li>le respect du flux annuel cible des émissions diffuses fugitives de COVnm pour l'atelier RW en 2022 et 2023.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées note le respect du flux annuel cible de l'établissement établi dans le SME V3 du 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour les années 2022 et 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant son obligation de transmettre annuellement le bilan quantitatif des émissions de COV émis à l'atmosphère conformément aux dispositions de l'article 8.2 du l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 susmentionné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>